



Partenariats dans le Domaine de la Recherche en Biotechnologie Agricole en Afrique sub-Saharienne

Réalisations, défis et questions de politique générale

Beaucoup a été dit, et contesté, sur les promesses de la biotechnologie agricole pour satisfaire les besoins urgents et croissants des pays en développement. Au cœur de la controverse se trouve le fait que la plupart des produits et outils existants de la biotechnologie agricole appartiennent aux instituts de recherches et aux sociétés privées multinationales dans les pays développés. Il est fort probable qu'en raison de la concentration de la recherche en biotechnologie sur les sujets d'intérêt aux organisations des pays du Nord, les besoins des pays pauvres ne soient pas pris en compte. Au regard de ce qui précède, certains affirment que les promesses de la biotechnologie peuvent être tenues uniquement si les pays en développement acquièrent la capacité de développer, gérer et utiliser la biotechnologie nécessaire pour la satisfaction de leurs propres besoins. Toutefois, cela n'est pas facile à réaliser pour de nombreux pays africains car ils manquent de ressources adéquates, de compétences techniques et scientifiques et ils sont mal préparés pour faire face à des sujets politiques concernant les risques et les avantages de la biotechnologie agricole.

Un mécanisme largement admis pour permettre aux pays en développement d'avoir accès aux produits et outils brevetés de la biotechnologie agricole consiste à développer des relations de partenariat entre les instituts de recherche du Nord et ceux du Sud et les sociétés privées multinationales. Au cours de la dernière décennie, l'incitation à la création de partenariats Nord-Sud en matière de biotechnologie est devenue un élément important à l'ordre du jour dans l'agenda des agences de développement bilatéral et multilatéral; ce qui s'est traduit par un nombre croissant de projets. Cependant, la nature et les caractéristiques des relations de partenariat, les processus de transfert et de développement de technologie, ainsi que les réalisations et défis restent largement inconnus, malgré l'importance de telle information pour la prise de décision politique. Cette Synthèse sur les Politiques Technologiques a pour but de contribuer à combler cette lacune pour trois pays d'Afrique occidentale subsaharienne, à savoir le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda. Elle s'appuie sur les informations recueillies et analysées dans le cadre d'une étude comparative réalisée dans les trois pays africains susmentionnés et conçue et coordonnée par l'UNU-INTECH.

Léa Velho, responsable du projet, présente les principales questions qui sont traitées par l'étude ainsi que les procédures suivies. La base de données sur le partenariat Nord-Sud en biotechnologie agricole, qui a été élaborée pour stocker les informations empiriques collectées et pour permettre la combinaison des variables pertinentes pour la prise de décision politique, est d'un intérêt particulier. Un second article, présenté par *Adriana Roa-Atkinson* et *Léa Velho*, fournit une description de la base de données, avec des exemples sur la façon dont cette base de données peut être utilisée. Une version préliminaire de la base de données est disponible, et les utilisateurs intéressés peuvent contacter le Professeur Velho à UNU-INTECH pour de plus amples informations.

Le reste de cette Synthèse comprend trois articles qui résument la nature, les principales caractéristiques et les réalisations des partenariats Nord-Sud dans le domaine de la recherche en biotechnologie agricole dans l'un des pays africains précédemment mentionnés. En dépit des différences entre les pays, *Moses Ikiara* et *James Njogu* (Kenya), *Debora Mello* et *Emmarold Mneney* (Tanzanie) et *Franklin Nsubuga-Muyonjo* (Ouganda) soulignent l'importance d'un financement du Nord pour la recherche en biotechnologie dans les pays africains. Toutefois, ce financement doit être mieux coordonné au niveau national, dans le cadre d'une stratégie de politique globale en matière de biotechnologie, et développée en partenariat avec les acteurs locaux concernés. Parmi ces derniers, le secteur privé doit encore se développer pour devenir un acteur significatif dans le processus, étape nécessaire pour que la biotechnologie agricole tienne ses promesses en Afrique.